

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

**Arrêté du 12 mai 2020 portant adaptation des épreuves et des règles de composition des jurys de concours et d'examens professionnalisés réservés de recrutement dans les corps d'ingénieurs et de personnels techniques de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19**

NOR : ESRH2011040A

Le ministre de l'action et des comptes publics et la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, notamment le I du 2° du I de son article 11 ;

Vu l'ordonnance n° 2020-351 du 27 mars 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, notamment son article 5 ;

Vu le décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 modifié fixant les dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux personnels techniques et administratifs de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 2020-437 du 16 avril 2020 pris pour l'application des articles 5 et 6 de l'ordonnance n° 2020-351 du 27 mars 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 2011 modifié relatif aux modalités d'organisation et aux règles de désignation des jurys de concours et d'examens professionnels de recrutement et d'avancement dans les corps d'ingénieurs et de personnels techniques de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2011 relatif aux règles de composition des jurys et aux modalités de désignation des experts susceptibles de siéger dans les jurys de concours et d'examens professionnels de recrutement et d'avancement dans les corps d'ingénieurs et de personnels techniques de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 11 juin 2013 modifié fixant les règles d'organisation générale, la composition des jurys et la nature des épreuves des recrutements réservés pour l'accès à certains corps d'ingénieurs et de personnels techniques de recherche et de formation,

Arrêtent :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Les dispositions des arrêtés du 28 décembre 2011, du 29 décembre 2011 et du 11 juin 2013 susvisés sont adaptées dans les conditions prévues par le présent arrêté pour le déroulement des concours de recrutement dans les corps d'ingénieurs et de personnels techniques de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur ouverts pendant la période comprise entre le 12 mars et le 31 décembre 2020.

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>

##### DISPOSITIONS RELATIVES AUX MODALITÉS DES ÉPREUVES

###### Section 1

###### Dispositions relatives aux concours externes

**Art. 2.** – Pour l'application des articles 6, 7 et 8 de l'arrêté du 28 décembre 2011 précité, les concours externes de recrutement des techniciens de recherche et de formation de classe supérieure, des techniciens de recherche et de formation de classe normale et des adjoints techniques principaux de recherche et de formation de 2<sup>e</sup> classe comportent une épreuve unique écrite d'admission notée de 0 à 20.

A l'issue de l'épreuve, le jury établit la liste des candidats admis par ordre de mérite.

**Art. 3.** – Pour l'application des articles 16 et 17 du même arrêté, les concours externes de recrutement des techniciens de recherche et formation de classe supérieure comportent une épreuve unique écrite d'admission consistant soit en la rédaction, à partir d'un dossier technique sur un sujet relevant de l'emploi type correspondant à l'emploi à pourvoir, d'une note comportant l'analyse du problème posé et la présentation argumentée des propositions formulées en réponse à celui-ci, soit dans le traitement de questions et la résolution de cas pratiques et d'exercices relevant de l'emploi type correspondant à l'emploi à pourvoir. Cette épreuve est destinée à permettre de vérifier chez les candidats les connaissances requises pour l'exercice de l'emploi postulé ainsi que leur capacité à remplir les fonctions de technicien de recherche et de formation de classe supérieure telles qu'elles sont définies aux I et III de l'article 41 du décret du 31 décembre 1985 susvisé.

Sa durée est fixée à trois heures.

**Art. 4.** – Pour l'application des articles 18 et 19 du même arrêté, les concours externes de recrutement des techniciens de recherche et formation de classe normale comportent une épreuve unique écrite d'admission consistant dans le traitement de questions et la résolution de cas pratiques et d'exercices relevant de l'emploi type correspondant à l'emploi à pourvoir. Cette épreuve est destinée à permettre de vérifier chez les candidats les connaissances requises pour l'exercice de l'emploi postulé ainsi que leur capacité à remplir les fonctions de technicien de recherche et de formation de classe normale telles qu'elles sont définies aux I et II de l'article 41 du décret du 31 décembre 1985 précité.

Sa durée est fixée à trois heures.

**Art. 5.** – Pour l'application des articles 20 et 21 du même arrêté, les concours externes de recrutement des adjoints techniques principaux de recherche et formation de 2<sup>e</sup> classe comportent une épreuve unique écrite d'admission consistant dans le traitement de questions et la résolution de cas pratiques et d'exercices relevant de l'emploi type correspondant à l'emploi à pourvoir. Cette épreuve est destinée à permettre de vérifier chez les candidats les connaissances requises pour l'exercice de l'emploi postulé ainsi que leur capacité à remplir les fonctions d'adjoint technique de recherche et de formation de principal de 2<sup>e</sup> classe telles qu'elles sont définies à l'article 50-1 du décret du 31 décembre 1985 précité.

Sa durée est fixée à deux heures.

## Section 2

### Dispositions relatives aux concours internes

**Art. 6.** – Pour l'application des articles 22 et 24 à 27 du même arrêté, les concours internes de recrutement dans le corps des techniciens de recherche et de formation et dans le corps des adjoints techniques de recherche et de formation comportent une épreuve unique d'admission sur dossier notée de 0 à 20.

A l'issue de cette épreuve, le jury établit la liste des candidats admis par ordre de mérite.

**Art. 7.** – L'épreuve unique d'admission des concours internes de recrutement dans le corps des techniciens de recherche et de formation consiste en l'évaluation de la valeur professionnelle des candidats par le jury, au vu de l'étude d'un dossier comportant, pour chaque candidat, un état de ses services publics et privés et un descriptif des formations suivies ainsi que, le cas échéant, ses titres et diplômes et lorsqu'il y a lieu un exposé de ses travaux. En outre, un rapport d'activité établi par le candidat doit figurer dans le dossier ainsi qu'un organigramme structurel et un organigramme fonctionnel visés par le responsable du service ou de l'établissement où il est affecté.

**Art. 8.** – L'épreuve unique d'admission des concours internes de recrutement dans le corps des adjoints techniques de recherche et de formation consiste en l'évaluation de la valeur professionnelle des candidats par le jury, au vu de l'étude d'un dossier comportant, pour chaque candidat, un état de ses services publics et privés et un descriptif des formations suivies ainsi que, le cas échéant, ses titres et diplômes.

## CHAPITRE II

### DISPOSITIONS RELATIVES AUX RÈGLES DE COMPOSITION DES JURYS

#### Section 1

##### Dispositions relatives aux concours

##### A. – Dispositions relatives à la composition des jurys des concours de recrutement dans les corps classés en catégorie A

**Art. 9.** – Pour l'application de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 29 décembre 2011 précité, pour chaque concours de recrutement dans un corps classé en catégorie A régi par le décret du 31 décembre 1985 précité, le jury d'admissibilité comprend :

- 1<sup>o</sup> Le ministre chargé de l'enseignement supérieur ou son représentant, président ;
- 2<sup>o</sup> Deux membres au moins choisis à raison de leur compétence technique ou administrative et ayant un rang moins égal à celui permettant d'occuper le ou les emplois ouverts au concours.

Un au moins de ces trois membres figure sur la liste d'experts de la branche d'activité professionnelle au titre de laquelle le ou les emplois sont ouverts au concours mentionnée à l'article 6 du même arrêté.

Les membres du jury sont extérieurs aux établissements d'affectation des emplois mis aux concours.

**Art. 10.** – Pour l’application de l’article 2 du même arrêté, pour chaque concours de recrutement dans un corps classé en catégorie A régi par le décret du 31 décembre 1985 précité, le jury d’admission comprend :

1° Le recteur d’académie ou le vice-recteur ou le président, directeur ou responsable de l’établissement ou son représentant, président ;

2° Deux membres au moins choisis à raison de leur compétence technique ou administrative et ayant un rang au moins égal à celui permettant d’occuper le ou les emplois ouverts au concours.

Un au moins de ces deux membres figure sur la liste d’experts de la branche d’activité professionnelle considérée mentionnée à l’article 6 du même arrêté et un au moins est extérieur à l’établissement ou au service concerné.

#### B. – Dispositions relatives à la composition des jurys des concours de recrutement dans les corps classés en catégories B et C

**Art. 11.** – Pour l’application de l’article 3 de l’arrêté du 29 décembre 2011 précité, pour chaque concours de recrutement dans un corps classé en catégorie B ou C régi par le décret du 31 décembre 1985 précité, le jury comprend :

1° Un représentant du ministre chargé de l’enseignement supérieur ou un représentant du ministre chargé de l’éducation nationale, président ;

2° Des membres au nombre de deux au moins, choisis à raison de leur compétence technique ou administrative et ayant un rang au moins égal à celui permettant d’occuper le ou les emplois ouverts au concours.

Un au moins de ces deux membres figure sur la liste d’experts de la branche d’activité professionnelle au titre de laquelle le ou les emplois sont ouverts au concours mentionnée à l’article 6 du même arrêté.

Le jury comporte les présidents, directeurs ou responsables de chaque établissement ou service dans lesquels le ou les emplois sont à pourvoir ou leur représentant. Toutefois l’autorité chargée de la nomination du jury peut décider de ne nommer aucun d’entre eux.

#### Section 2

##### Dispositions relatives aux examens professionnalisés réservés d’accès à un corps classé en catégorie A

**Art. 12.** – Pour l’application de l’article 11 de l’arrêté du 11 juin 2013 précité, pour chaque examen professionnalisé réservé d’accès à un corps classé en catégorie A, le jury d’admissibilité comprend :

1° Le ministre chargé de l’enseignement supérieur ou son représentant, président ;

2° Deux membres au moins choisis à raison de leur compétence technique ou administrative et ayant un rang au moins égal à celui permettant d’occuper le ou les emplois ouverts au recrutement.

Un au moins de ces trois membres figure sur la liste d’experts de la branche d’activité professionnelle au titre de laquelle le ou les emplois sont ouverts au recrutement mentionnée à l’article 14 du même arrêté.

Les membres du jury sont extérieurs aux établissements d’affectation des emplois ouverts au recrutement.

Le jury d’admission comprend :

1° Le recteur d’académie ou le vice-recteur ou le président, directeur ou responsable de l’établissement ou son représentant, président ;

2° Deux membres au moins choisis à raison de leur compétence technique ou administrative et ayant un rang au moins égal à celui permettant d’occuper le ou les emplois ouverts au concours.

Un au moins de ces deux membres figure sur la liste d’experts de la branche d’activité professionnelle considérée mentionnée à l’article 14 du même arrêté susvisé et un au moins est extérieur à l’établissement ou au service concerné.

**Art. 13.** – La ministre de l’enseignement supérieur, de la recherche et de l’innovation est chargée de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 12 mai 2020.

*La ministre de l’enseignement supérieur,  
de la recherche et de l’innovation,  
Pour la ministre et par délégation :  
La cheffe de service,  
adjointe au directeur général  
des ressources humaines,  
F. DUBO*

*Le ministre de l’action  
et des comptes publics,*

Pour le ministre et par délégation :

*La sous-directrice des compétences  
et des parcours professionnels,*

C. LOMBARD